

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 15 février 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 8 février 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST (SMAE)**

91, boulevard de la Solidarité

BP 15030

57070 Metz

Références : METZ\_SMAE\_2024-02-12\_RAPVI\_EBE\_26061  
Code AIOT : 0006201556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 février 2024 dans l'établissement SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST (SMAE) implanté 91, boulevard de la solidarité 57070 Metz. L'inspection a été annoncée le 16 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "suivi des échéances" et fait suite à l'arrêté de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2023-90 du 20 avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST (SMAE)
- 91, boulevard de la solidarité 57070 Metz
- code AIOT : 0006201556
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs thermiques essence et diesel.

La présente inspection a eu lieu sur le site de Metz sis 91, boulevard de la solidarité et n'a concerné que la partie du bâtiment 10 où se situe la fosse 100 m<sup>3</sup> et les extérieurs à proximité du bâtiment 10 (autour du point de rejet des eaux pluviales).

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est

soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes sur le site supérieures à une tonne) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement et déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est encadrée notamment par :

- l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à exploiter les installations sur le territoire de la commune de Metz ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation du bassin 100 m <sup>3</sup>	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 25. III. C	Levée de mise en demeure
2	Conduite à tenir en cas d'incident/d'accident	Arrêté préfectoral du 14/11/1995, article 21 (partiel)	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le retour à la conformité pour les prescriptions contrôlées (fosse 100 m<sup>3</sup> et vanne de sectionnement).

L'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/n°2023-90 du 20 avril 2023 peut être considéré comme levé.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Exploitation du bassin 100 m<sup>3</sup>**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 25. III. C
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositions spécifiques aux réservoirs
<b>Prescription contrôlée :</b> III. — Dispositions spécifiques aux réservoirs. C. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2023</li></ul>
<b>Constats :</b> Vu : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'analyse des causes (« 5 pourquoi ») dont l'objectif était d'identifier les causes matérielles et organisationnelles de la pollution du milieu (eaux superficielles) survenue le 19 janvier 2023 ;</li><li>• le courrier de l'exploitant du 7 juin 2023 adressé au préfet de la Moselle présentant l'ensemble des actions mises en œuvre suite à l'analyse réalisée ;</li><li>• les relevés réalisés sur Excel à chaque poste de travail faisant état du niveau de remplissage de la fosse 100 m<sup>3</sup> et des cuves et réseaux associés ;</li><li>• les consignes relatives au remplissage de la fosse 100 m<sup>3</sup> fixant notamment des niveaux d'alerte haut et bas et définissant les mesures à mettre en œuvre ;</li><li>• au niveau de la fosse de 100 m<sup>3</sup> localisée dans le bâtiment 10, dans la zone de la station physico-chimique :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ le canal analogique installé permettant d'afficher le niveau de la fosse de 100 m<sup>3</sup>, remplie à 70 m<sup>3</sup> le jour de l'inspection ;</li><li>◦ la signalisation lumineuse et sonore (avec report en salle de dispatching et sur le logiciel de gestion technique centrale (GTC) en cas d'atteinte du niveau d'alerte défini par l'exploitant (80 m<sup>3</sup>)) ;</li><li>◦ en cas d'atteinte du niveau d'alerte, la coupure de l'alimentation de la pompe d'écoulement du fossé Nord et des quatre vannes automatiques installées sur les réseaux alimentant la fosse de 100 m<sup>3</sup>.</li></ul></li></ul>

Ces éléments permettent à l'inspection de constater le retour à la conformité pour la prescription contrôlée applicable à la fosse de 100 m<sup>3</sup> localisée dans le bâtiment 10, à proximité de la station physico-chimique. La mise en demeure sur ce point peut ainsi être considérée comme levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conduite à tenir en cas d'incident/d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 14/11/1995, article 21 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, vanne de sectionnement - isolation du site

**Prescription contrôlée :**

Toutes les dispositions seront prises pour remédier dans les plus brefs délais aux incidents pouvant entraîner des pollutions accidentelles (fuites, vidanges intempestives, explosion, etc.). Des consignes seront largement diffusées au personnel. Elles spécifieront notamment les personnes à prévenir, la conduite à tenir, la position et le fonctionnement des vannes de sectionnement, etc.

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2023

**Constats :**

Vu :

- le courrier de l'exploitant du 7 juin 2023 adressé au préfet de la Moselle dans lequel l'exploitant indique avoir acheté et mis en place un dispositif d'obturation du réseau eaux pluviales à la sortie du site, permettant d'isoler totalement le site en cas d'incident ;
- le dispositif d'obturation (ballon gonflable) au point de rejet des eaux pluviales du site ;
- le système accessible pour gonfler l'obturateur localisé à l'extérieur du bâtiment 10, à proximité du point de rejet ;
- la consigne établie le 23 janvier 2024 spécifiant les personnes à prévenir, la conduite à tenir, la position et le fonctionnement du système d'obturation mis en place ;
- la feuille d'émargement identifiant les personnes formées et à former à l'utilisation du système.

Ces éléments permettent à l'inspection de constater le retour à la conformité pour la prescription contrôlée. La mise en demeure sur ce point peut ainsi être considérée comme levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite